

**Nations unies - Débat ouvert sur le
respect du droit international dans
le contexte du maintien de la paix et
de la sécurité internationales -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 17 mai 2018)

Madame la Présidente,

Permettez-moi tout d'abord de remercier la Pologne d'avoir convoqué ce débat important sur le respect du droit international dans le contexte du maintien de la paix et de la sécurité internationale. Nous sommes très honorés d'accueillir aujourd'hui le Président de la République polonaise. Je remercie également les éminents intervenants pour leurs présentations particulièrement éclairantes.

Madame la Présidente,

Les aspirations des peuples n'ont pas changé depuis l'adoption de la Charte des Nations unies en 1945. De la Syrie à la Birmanie, du Yémen à la RCA, de la RDC au Soudan du sud, en Palestine comme en Israël, les êtres humains souhaitent vivre en paix dans un monde où leur dignité est respectée et leurs droits et libertés sont protégés. Cet objectif ne saurait être atteint sans la primauté du droit.

Le droit international est en effet au coeur de l'ADN de l'ONU. Il constitue la pierre angulaire de l'ordre multilatéral érigé à la sortie de la seconde guerre mondiale par une génération qui, ayant connu les terribles conséquences de deux conflits mondiaux, a vu dans le droit un instrument indispensable pour régler les crises et restaurer la paix.

C'est pourquoi le droit international se situe au coeur des principes de la Charte des Nations unies et des traités constitutifs des organisations régionales, comme c'est le cas de l'Union européenne.

Permettez-moi d'évoquer quelques-uns des grands enjeux qui illustrent l'importance du droit international pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

I - Premièrement, le Conseil de sécurité agit comme garant de la légalité internationale lorsqu'il exerce sa responsabilité à l'égard du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

C'est ce que fait le Conseil lorsqu'il invite les parties à recourir aux modes de règlement pacifique des différends dans le cadre du chapitre VI de la Charte et accompagne la montée en puissance des partenaires régionaux dans le cadre du Chapitre VIII de la Charte. Nous soutenons l'engagement en ce sens du Secrétaire général des Nations unies, dont je salue la présence et l'intervention de la Cheffe de cabinet.

Le Conseil de sécurité se fait aussi l'instrument exécutif du droit international lorsqu'il appelle les Etats membres au respect de leurs obligations. À cet égard, le droit international représente une architecture complexe qui repose sur un équilibre entre les différents régimes juridiques importants pour le maintien de la paix et de la sécurité. Il incombe aux Etats membres de veiller à ce que cet équilibre entre ces règles demeure préservé lors de la présentation de nouveaux instruments juridiques afin de ne pas fragiliser le cadre mis en place pour préserver la paix et la sécurité internationale, par exemple en ce qui concerne le cadre visant à prévenir la prolifération d'armes nucléaires.

Enfin, les décisions du Conseil contribuent à faire respecter le droit international, en particulier lorsqu'elles consistent en l'adoption de sanctions ou lorsqu'elles autorisent le recours à la force, au titre du chapitre VII.

De telles décisions peuvent avoir pour objet de ne pas laisser impunies les violations du droit international, notamment lorsqu'il s'agit de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un Etat et d'empêcher la remise en cause par la force de ses frontières. En toute hypothèse, il importe de rappeler que les Etats ne peuvent reconnaître aucune annexion, à l'image de l'annexion illégale de la Crimée, découlant de l'acquisition territoriale obtenue par la menace ou l'emploi de la force. Je veux également redire ici que le principe de souveraineté ne saurait être invoqué pour dispenser un Etat de se conformer à ses obligations internationales telles qu'elles découlent des résolutions du Conseil de sécurité, du droit international humanitaire et des droits de l'Homme et de ses obligations conventionnelles. La Charte des Nations unies n'a pas été adoptée pour blanchir les criminels.

II - Cette considération m'amène à mon deuxième point, qui porte sur la contribution du Conseil à la lutte contre l'impunité. Cette contribution doit continuer à se renforcer.

Le Conseil de sécurité appuie la lutte contre l'impunité lorsqu'il mandate des Opérations de maintien de la paix pour aider les autorités nationales à arrêter et traduire en justice les personnes soupçonnées d'être coupables des crimes les plus graves, notamment en coopérant avec les Etats de la région et la CPI, comme c'est le cas pour la MONUSCO en RDC.

Le Conseil de sécurité contribue à la lutte contre l'impunité lorsqu'il accompagne la mise en place de juridictions nationales et mixtes, par exemple en RCA où la Cour pénale spéciale est soutenue par la MINUSCA.

Le Conseil oeuvre également à la lutte contre l'impunité lorsqu'il crée lui-même des juridictions. Monsieur le Président Meron, permettez-moi de saluer, à travers vous, l'oeuvre

impressionnante des Tribunaux pénaux internationaux pour l'Ex-Yougoslavie et le Rwanda réalisée au service de la paix et de la justice pénale internationale.

À cet égard, la France souligne le rôle majeur de la Cour pénale internationale dont la contribution à la paix et à la justice n'a pas réalisé, hélas, tout son potentiel, 20 ans après sa mise en place. C'est notamment le cas des situations au Darfour et en Libye. S'agissant de ces deux situations, il faut regretter que, faute de coopération suffisante avec la Cour pénale internationale, les procès n'aient pu être entamés afin d'examiner la responsabilité des personnes soupçonnées de crimes de masse. Le Conseil a la responsabilité de répondre aux manquements à l'obligation de coopération dans le cas de renvois d'affaires à la CPI qu'il a lui-même ordonnés.

III - Troisièmement, et ce sera mon dernier point, pour mener pleinement sa mission, le Conseil ne doit pas être paralysé ou faire l'objet d'une obstruction répétée de la part de certains de ses membres. Cette responsabilité incombe en effet à chacun des membres du Conseil.

À cet égard, face aux violations graves et systématiques par le régime syrien de toutes ses obligations, la France poursuivra ses efforts au plus niveau et avec l'ensemble de ses partenaires pour trouver le chemin d'une solution politique. C'est dans cet esprit que le Président Macron se rendra en Russie à la fin de ce mois.

Pour prévenir les blocages dans le cas où des atrocités de masse sont commises, comme c'est le cas en Syrie ou en Birmanie, la France a, dès 2013, appelé à une suspension unilatérale du veto sous la forme d'un engagement politique, volontaire et collectif des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Nous avons porté cette initiative avec le Mexique et désormais 100 Etats membres des Nations unies la soutiennent. La mise en oeuvre de cette mesure peut être appliquée sans délai au bénéfice de l'ensemble de la communauté internationale.

Les membres permanents se doivent également d'être exemplaires dès lors qu'il s'agit d'appliquer les résolutions de ce Conseil, mais également de respecter les accords qu'ils ont eux-mêmes contractés ou contribué à élaborer.

Face aux divergences d'interprétations qui peuvent exister au sein du Conseil, la Cour internationale de justice, dont je salue le Président émérite, a un rôle majeur à jouer pour apporter les précisions nécessaires à une interprétation harmonieuse du droit international. À cet égard, le Conseil pourrait, dans certaines situations, user de sa prérogative de saisir la Cour d'une ou plusieurs questions de droit, étant entendu que l'exercice de cette compétence ne doit pas avoir pour objet de procéder au règlement de différends bilatéraux.

Monsieur le Président,

Alors que les menaces globales n'ont jamais été aussi nombreuses, il serait déraisonnable de céder au repli et aux tentations unilatéralistes. C'est au contraire par un multilatéralisme volontariste, rénové et exigeant que nous ferons face aux enjeux planétaires. Le droit

international doit être au coeur de ce multilatéralisme fort que la France appelle de ses vœux. C'est pourquoi le respect et le développement du droit international sont des priorités de premier plan pour la diplomatie française. Et c'est dans cet esprit, à la suite de l'accord de Paris, que la France a proposé de consolider le droit international de l'environnement en proposant le projet de Pacte mondial sur l'environnement, lancé par l'Assemblée générale des Nations unies il y a quelques jours. La France entend continuer ces efforts avec l'ensemble de ses partenaires au cours des prochains mois.

Je vous remercie./.